

éditorial

À l'occasion de son assemblée générale, l'an dernier, l'AFL avait présenté une émission de Gérard de Séllys montrant la volonté des grandes entreprises mondialisées d'accommoder à leur goût les systèmes nationaux d'éducation publique. *Le cartable de Big Brother*, programmé à une heure tardive quelques mois auparavant sur FR3, mettait en scène les responsables de la Table Ronde des Industriels européens (ERT) chargés de développer des projets pour le primaire, le secondaire, le supérieur, la formation des adultes, avec le soutien, affirmé, de la Commission de Bruxelles et, nié, des ministres nationaux de l'Éducation.

Cette émission montrait ce que les ministres cachent : un plan délibéré pour substituer à l'école unique voulue par Jules Ferry des dispositifs multiples de formation conçue par les marchands. Non pas de l'anticipation mais de la délibération en bonne et due forme entre actionnaires à jetons de présence, du développement de cabinets spécialisés et de l'expérimentation en grandeur réelle. Un peu trop cohérente pour convaincre vraiment, cette présentation d'un vaste complot ourdi par des banquiers sans cagoule qui auraient pris en otage nos ministres sociaux-démocrates de l'éducation et dont personne ne saurait rien !

Le Monde, dans son supplément interactif du 26 avril, souligne que « les nouveaux atouts de l'enseignement à distance suscitent la convoitise du secteur privé ». « Fini, écrit Stéphane Mandard, les bousculades aux portes des salles de classe. Fini aussi les interminables séances de cours magistraux. Fini enfin la course aux livres dans les centres de documentation et les bibliothèques. L'enseignement présentiel a vécu. La formation sera virtuelle ou ne sera pas. » Internet précipite « l'arrivée de nouveaux acteurs dans un secteur qui restait traditionnellement la chasse gardée de l'État et amorce un processus de marchandisation du système éducatif. Et avec un chiffre d'affaires mondial déjà estimé à plus de 2 milliards de dollars en 2000, celui-ci n'est pas sans aiguïser quelques appétits. » D'autant qu'on donne déjà d'autres chiffres. L'enseignement représente pour les seuls pays membres de l'OCDE un fabuleux pactole de 875 milliards de dollars chaque année, autant que le marché mondial de l'automobile. Voilà qui mérite bien quelques efforts pour le déréguler et l'ouvrir à la concurrence ! Mais il serait bien naïf, pour s'y opposer, de prêter aux appareils scolaires que nous connaissons des vertus progressistes.

Pendant un siècle et demi, la puissance économique a, de fait, délégué à la puissance publique qu'elle contrôle le soin de former la force de travail dont elle a besoin ; elle fait désormais l'analyse que l'entreprise de formation, et non plus seulement ses résultats, peut être une importante source de profit. Elle se propose de mettre fin à la gérance et de reprendre l'exploitation à son compte. Que ce démantèlement paraisse légitime après 150 ans d'une école d'État dans laquelle des générations de hussards à notre image n'ont pas ménagé leur peine doit faire réfléchir à la fonction réelle d'une institution qu'on nous a pourtant présentée comme un outil d'émancipation et de démocratie !

Pour autant, la question est secondairement ici celle du service public car l'offensive se dissimule sous l'égide de l'enseignement à distance, préféré, semble-t-il, par les utilisateurs à l'enseignement « présentiel ». Que cet enseignement à distance reste une affaire d'État en en confiant en France l'exclusivité au CNED ou qu'il soit, comme l'exigent les accords européens, ouvert à la concurrence entre Vivendi, Havas, Pétrofina, Daimler-Benz, Coca-Cola ou IBM ne change rien, et d'autant moins que la question est déjà tranchée en faveur de la deuxième solution. En d'autres termes, les possibilités du « virtuel » offertes par Internet, avant même de condamner à brève échéance l'existence de ces lieux « réels » appelés écoles, qu'elles soient publiques ou privées, prennent acte d'un malaise sensible dans l'opinion.

Du côté des familles inquiètes qu'il est facile en période de chômage de transformer en consommateurs d'enseignement, la question sera vite réglée. Internet offre déjà, du primaire à l'agrégation de physique en passant par des formations validées par les plus prestigieuses facultés des États-Unis, une prise en charge pédagogique par les meilleurs spécialistes dans un environnement multimédia individualisé avec tous les dispositifs de diagnostic et de remédiation imaginables. Et cela, sans astreinte de secteur scolaire, sans déplacements, sans insécurité et violence, sans promiscuité, sans absentéisme des enseignants, sans bourrelets de graisse préhistorique, sans redoublement, sans... À peine reste-t-il, en complément du tuteur *on line*, à imaginer

¹ *Les nouveaux maîtres de l'École*, Nico Hirtt. (VO ÉDITIONS)

quelque convivialité locale pour les plus jeunes, sur le modèle de l'accompagnement scolaire ou de l'aide aux devoirs, dans le quartier ou à domicile, quelques heures d'étudiant ou d'emploi de proximité... La sociabilité et l'apprentissage de la vie en commun trouveront sans mal des lieux au moins aussi appropriés pour s'exercer que la classe traditionnelle : activités sportives ou culturelles, organisation de loisirs, projets dans le quartier, animations diverses, etc..

Au fait, de quoi parlait-on dans les grèves victorieuses qui ont permis de changer de ministre sinon de politique ? S'il s'agit d'enseigner, de transmettre des connaissances, de préparer chacun à s'insérer dans le marché du travail, d'individualiser, de développer les capacités qui satisfont aux critères d'employabilité et de mobilité attendus par l'entreprise, d'affiner la sélection en réduisant les troncs communs et en multipliant les filières, de valider des acquis, de mettre chacun à sa juste place dans une hiérarchie nécessaire des savoirs et des pouvoirs, de faire croire à l'incroyable et supporter l'insupportable, reconnaissons que l'école n'a jamais démerité et que l'élite qu'elle a délogée et qui nous gouverne excelle à faire des dissertations sur n'importe quel sujet. Cette école est simplement dépassée par le progrès technique, comme la voile l'a été par la vapeur et la baïonnette par l'avion furtif. Et ce n'est pas une réduction des effectifs ou un allongement des horaires qui inverseront la tendance.

Toutes les exhortations de ces dernières années pour faire rentrer l'école dans ses murs, pour qu'elle se détourne de la vie le temps d'apprendre, tous les discours qui présentent l'acquisition du savoir comme ce qui résulte d'un enseignement disciplinaire et non de l'expérience concrète du refus de la force des choses, toutes les demandes pour que l'école continue d'être le lieu séparé des savoirs séparés, le lieu où, à l'abri des rumeurs et des urgences du siècle, on prend le temps de s'approprier les contenus culturels universels et de se familiariser avec les opérations intellectuelles qui les ont constitués, tout cela, en se référant à la même idée d'une école de la simulation, prépare la disparition des formes scolaires actuelles et leur remplacement par des dispositifs qui feront mieux ce qu'elles font. Les institutions, comme les civilisations, doivent savoir qu'elles sont mortelles.

Encore un petit coup de fibre optique ou de technologie sans fil pour garantir des débits compatibles avec l'interactivité et l'affaire est « dans la toile » ! Cette année déjà, outre-Atlantique, pour les étudiants, 60% des dépenses en matière d'éducation sont passés de la formation classique à « l'e-formation ». Est-il même vraiment nécessaire d'attendre

la prochaine alternance pour lancer une version de gauche du chèque éducation, afin de mettre un terme à plus de 2 siècles de jacobinisme et accélérer l'œuvre « libéralisatrice » ? Surtout qu'on ne fermerait les établissements que progressivement, et pas forcément tous...

Où faudrait-il chercher une conception de l'école qui résisterait, par définition, à toute possibilité technique d'être remplacée par un enseignement individualisé à distance ? Du côté d'une école qui ne projette pas d'adapter le futur producteur à l'état toujours inéluctable du monde mais qui s'engage explicitement contre cette réalité pour participer, ici et maintenant, à sa transformation collective. D'une école qui ne sépare pas la formation intellectuelle d'une implication dans la production de cette transformation. D'une école qui ne se perçoit pas elle-même comme un lieu virtuel c'est-à-dire seulement en puissance et sans effet actuel. D'une école qui ne se conçoit pas comme le lieu où des individus rencontrent pour les acquérir des savoirs venus d'ailleurs afin de se préparer à les mettre en œuvre ensuite. L'école justement menacée aujourd'hui, c'est celle qui est déjà virtuelle, celle qui pense son action sur le mode du futur de l'enfant. L'école que ne peut concurrencer « le virtuel » est celle qui s'implique dans son présent, celle où les savoirs se découvrent et se construisent progressivement à travers leur mise en œuvre effective dans la réalité, dans la complexité sociale de la réalité, une école globale où un groupe, nécessairement hétérogène, rencontre les savoirs existants pour produire les siens par la théorisation des processus grâce auxquels il déplace les limites de ce qu'il vit.

Défendre l'école, c'est se demander de quelle promotion collective elle est l'outil, à quelle contre-éducation du monde elle participe, comment les dominés peuvent avec elle abolir la domination plutôt que d'espérer une place parmi les dominants, comment elle est un lieu de résistance permanente ne séparant pas la production des savoirs de l'implication présente dans la production d'un autre état du monde. Défendre l'école, c'est arrêter de laisser croire que ceux qui organisent à leur profit l'inégalité sont les mieux placés pour décider des savoirs et de leur modalité de transmission qui, en toute neutralité, devraient permettre à ceux qui en sont les victimes, d'en abolir le principe. Défendre l'école, c'est renouer avec le combat oublié d'une école du peuple qui ne peut se confondre avec cette école pour le peuple dont les modalités, virtuelles ou non, étatiques ou non, masquent les objectifs réels.

Jean FOUCAMBERT